

## Petite parenthèse

### Marquer à la culotte



Petite parenthèse

La Journée internationale des Droits des femmes a permis d'aborder le problème de l'égalité des salaires, des violences conjugales, de la féminisation des métiers et la complexité de leur dénomination. On a parlé aussi d'endométriase, de libération de la parole avec le #MeeToo, et de verbalisation des sifflements.

Mais il est un fait resté sous silence, qui aura des répercussions catastrophiques sur les principales intéressées : la disparition programmée de la gynécologie médicale.

Pourtant, s'il existe un domaine dans lequel les femmes doivent être marquées à la culotte, c'est bien celui-là.

L'expression « marquer à la culotte » signifie surveiller, suivre de très près. Elle trouve son origine sur les terrains de sport collectif dans les années 1920. Tous ceux qui ont pratiqué, savent que « marquer un joueur » revient à ne pas le lâcher d'une semelle.

Le marquage « à la culotte », est apparu plus précisément lors de matchs de football. Il fait référence aux shorts des adversaires, que chaque joueur doit avoir à l'œil, pour ne pas les laisser filer vers le but.

Par extension, on utilise l'expression « marquer à la culotte » dans tous les domaines, pour désigner une surveillance sans faille.

Or, il se trouve que depuis le 1er janvier 2019, le nombre de gynécologues médicaux, qui suivent ces femmes tout au long de leur vie, est passé en dessous de la barre des mille dans notre pays, pour près de trente millions en âge de consulter. Un nombre en chute de 42% en dix ans.

A l'origine de cette disparition progressive, la suppression en 1987 - dans la plus grande discrétion - de leur spécialité. Une suppression alors justifiée par « l'harmonisation européenne des diplômes », la France étant le seul pays à enseigner cette discipline.

Il a pourtant été prouvé que les Françaises soignées pour un cancer du sein, par exemple, avaient une espérance de vie bien meilleure. Et que le taux d'hystérectomie à 50 ans s'élevait à 6,7 %, contre 30 % en Europe, et 40 % aux États-Unis ! La bonne idée n'aurait-elle pas été plutôt « d'exporter » cette avancée médicale dans tous les pays ?

Le Comité de défense de la Gynécologie médicale ne cesse pourtant de dénoncer une situation alarmante auprès des différents ministres qui se succèdent. Si la mobilisation, soutenue par des millions de femmes, a permis de recréer ce diplôme spécifique en 2003, la pénurie (liée à ces longues années d'interruption et à l'insuffisance de postes d'internes ouverts depuis) va malgré tout s'aggraver dans les dix prochaines années avec les départs en retraite non remplacés.

Recrudescence des infections sexuellement transmissibles, IVG répétées chez les jeunes femmes, diagnostics tardifs de cancers... Puisque la femme est l'avenir de l'homme, pourquoi lui imposer ce véritable retour en arrière, qui pourrait être fatal ?

Illustration Pixabay.com